

**DECRET N°00-050/PM-RM DU 10 FEVRIER 2000 PORTANT APPROBATION DES
MODIFICATIONS A LA CONVENTION D'ETABLISSEMENT-TYPE POUR LA PROSPECTION, LA
RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES SUBSTANCES MINERALES.**

LE PREMIER MINISTRE,

Vu la Constitution ;

Vu l'Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 août 1999 portant Code Minier en République du Mali modifiée par l'Ordonnance N°00-013/P-RM du 10 février 2000 ;

Vu le Décret N°99-255/P-RM du 15 septembre 1999 fixant les modalités d'application de l'Ordonnance N°99-032/P-RM du 19 Août 1999 portant Code Minier en République du Mali ;

Vu le Décret N°97-263/P-RM du 13 septembre 1997 portant nomination d'un Premier ministre ;

Vu le Décret N°97-282/P-RM du 16 septembre 1997 portant nomination des membres du Gouvernement ;

DECRETE :

ARTICLE 1^{er} : Sont approuvées les modifications des articles 11 ; 18.2, k) ; 18.7, f) et 18.8, f) de la Convention d'Etablissement-type pour la Prospection, la Recherche et l'Exploitation de Substances Minérales, annexées au présent décret.

ARTICLE 2 : Le ministre des Mines et de l'Energie est chargé de l'exécution du présent décret qui sera enregistré et publié au Journal officiel.

Bamako, le 10 Février 2000.

**Le Premier ministre,
Ibrahim Boubacar KEITA**

**Le ministre des Mines et de l'Energie,
Yoro DIAKITE**

**ANNEXE AU DECRET N°00-050/ P-RM DU 10 FEVRIER 2000 PORTANT APPROBATION DES
MODIFICATIONS A LA CONVENTION D'ETABLISSEMENT-TYPE POUR LA PROSPECTION, LA
RECHERCHE ET L'EXPLOITATION DES SUBSTANCES MINERALES.**

MODIFICATIONS A LA CONVENTION D'ETABLISSEMENT-TYPE

ARTICLE 11 (nouveau) :

- 11.1 Dès l'attribution du permis ou de l'autorisation d'exploitation, le titulaire entamera les démarches en vue de la création d'une société d'Exploitation, dans laquelle l'Etat détiendra une participation à hauteur de 10% totalement gratuite et considérée comme des actions prioritaires.
- 11.2 En cas d'augmentation de capital de la Société d'Exploitation décidée par toute Assemblée Générale, 10% des actions nouvelles seront attribuées dans les mêmes conditions que celles visées à l'article 11.1 ci-dessus à l'Etat afin de lui permettre de conserver son pourcentage de participation gratuite.
- 11.3 Lorsqu'un bénéfice net comptable sera constaté par la société d'exploitation, celle-ci prélèvera sur le bénéfice distribuable, c'est à dire le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des prélèvements pour constitution des réserves légales, paiement de l'impôt sur les sociétés et augmenté des reports à nouveau bénéficiaires, un dividende prioritaire qui sera versé à l'Etat.

Ce dividende prioritaire, dont le taux sera égal à la participation gratuite de l'Etat dans le capital de la société d'exploitation (10%) sera servi à l'Etat avant toute autre affectation du bénéfice distribuable.

11.4 Il reste acquis à l'Etat la possibilité d'acquérir une participation supplémentaire de 10% maximum en numéraire, laquelle ne sera pas prise en compte pour la détermination du taux du dividende prioritaire.

ARTICLE 18.2 :

k) nouveau

Taxe sur la plus-value de cession ou de transmission d'un titre minier de recherche et ou d'exploitation : 10%

ARTICLE 18.7 :

f) nouveau

Des contrats d'assurance, à l'exception des véhicules de chantiers et/ou autres véhicules directement liés aux opérations de recherche ou de prospection.

ARTICLE 18.8 :

f) nouveau

La taxe sur les contrats d'assurance, à l'exception des véhicules directement liés aux opérations d'exploitation.